

5 janvier 2010

Les civils assassinés dans une base de la CIA en Afghanistan travaillaient pour un « contractant » actif au Venezuela et à Cuba

Eva GOLINGER

Des huit civils américains tués en décembre dans une base de la CIA en Afghanistan on n'en sait très peu par les grands médias d'information, on ne sait pas par exemple que c'est le second incident de ce type au cours du mois de décembre. 5 autres civils américains ont été tués quinze jours auparavant, ils travaillaient en sous-traitance pour la DIA elle-même engagée par la CIA au travers de l'USAID.

Bref, la CIA ne voulant plus apparaître multiplie les faux-nez, ce qu'en langage gouvernemental on appelle "travailler avec plus de transparence". La stratégie américaine est la même partout, que ce soit en Orient, dans les ex-Pays de l'Est ou en Amérique Latine, seuls les groupes soutenus diffèrent, suivant la volonté politique de Washington.

Au moins huit américains ont été assassinés dans une base d'opérations de la CIA en Afghanistan le mercredi 30 décembre. Le kamikaze a pénétré la base d'opérations avancées Chapman, dans la province orientale de Khost, qui servait comme centre d'opérations et d'espionnage pour la CIA. Les sources officielles de Washington ont confirmé que les morts étaient tous employés civils et travaillaient sous contrat pour la CIA.

Il y a à peine 15 jours, cinq Américains de l'entreprise sous contrat avec la CIA, Development Alternatives, Inc. (DAI), ont également été assassinés en Afghanistan quand a explosé une bombe placée dans un bureau de l'USAID à Gardez. Le même jour, une autre bombe a explosé dans les environs du bureau de la DAI à Kaboul, mais elle n'a fait aucun blessé.

L'incident du 15 décembre a reçu peu d'attention, bien qu'il soit arrivé à peine quelques jours après la capture d'un employé de la DAI à Cuba, accusé de subversion. Le président et le directeur exécutif de la DAI, Jim Boomgard, a émis une déclaration le 14 décembre lors de l'arrestation d'un sous-traitant de son entreprise à Cuba, en confirmant que "l'individu détenu était employé par un sous-traitant d'un programme, qui mettait en oeuvre un contrat de sous-traitance pour aider des organisations de la société civile cubaine." La déclaration a aussi souligné le "nouveau programme" que la DAI gère pour le gouvernement des États-Unis à Cuba, le "Cuba Democracy and Contingency Planning Program" (Démocratie de Cuba et planning du Programme de Contingence). La DAI a reçu 40 millions de dollars en 2008 pour aider le gouvernement des États-Unis "à appuyer les activités pacifiques d'un vaste groupe d'organisations non-violentes à travers des bourses et des contrats de sous-traitance" à Cuba.

Le 15 décembre, la DAI a publié un communiqué de presse "en regrettant la mort" de son personnel en Afghanistan. "La DAI est profondément triste de rapporter la mort de cinq employés associés à nos projets dans Afghanistan... Le 15 décembre, cinq

employés du sous-traitant en sécurité de la DAI ont été assassinés par une explosion dans le bureau de Gardez, bureau où le programme Gouvernance Locale et Développement de la Communauté (LGCD), un projet de l'USAID, était mis en application par la DAI."

La DAI appliquait aussi un projet à Khost, où est arrivé l'incident du 30 décembre, toutefois on attend encore la confirmation pour savoir si les huit citoyens américains tués travaillaient pour le plus gros contractant du gouvernement des États-Unis. Depuis la base à Khost, la CIA contrôlait à distance ses assassinats sélectifs contre des membres présumés d'Al Qaeda au Pakistan et en Afghanistan utilisant les drones Predator.

Un haut-fonctionnaire de l'USAID a confirmé il y a deux semaines que la CIA utilise le nom de l'USAID pour octroyer des fonds et des contrats à des troisièmes parties pour fournir une couverture pour des opérations clandestines. Selon le fonctionnaire, un vétéran de l'agence gouvernementale qui occupe le poste de gérant régional, la CIA passe ces contrats en utilisant le nom de l'USAID sans que celle-ci ne soit entièrement au courant.

Depuis juin 2002, l'USAID maintient un Bureau pour les Initiatives vers une Transition (OTI) au Venezuela, à travers lequel il a fait parvenir des millions de dollars à l'opposition contre le Président Hugo Chávez. La même entreprise active en Afghanistan et connectée avec la CIA, Development Alternatives, Inc. (DAI) a été engagée par l'USAID au Venezuela pour gérer un budget de plusieurs millions avec l'objectif "d'appuyer la société civile et la transition à la démocratie". Plus de deux mille pages partiellement déclassées de l'USAID sur ses activités au Venezuela mettent en évidence la relation entre la DAI et des secteurs de l'opposition, avec des programmes qui cherchent à "renforcer" ses partis politiques, de concevoir ses campagnes politiques et de les aider à consolider un mouvement contre le gouvernement vénézuélien.

En Bolivie, en cette année 2009, l'USAID a été expulsée par les habitants de deux municipalités, Chapare et El Alto, sous l'accusation d'interventionisme. En septembre 2009, le président Evo Morales a dénoncé l'accord officiel avec l'USAID lui permettant d'opérer dans le pays, grâce à des preuves substantielles établissant que l'agence finançait des groupes séparatistes violents cherchant à déstabiliser le pays.

En 2005, l'USAID a également été expulsée d'Érythrée et accusée d'être une agence "néo-colonialiste". L'Éthiopie, la Russie et la Biélorussie, ont ordonné l'expulsion de l'USAID et de ses contractants pendant les 5 dernières années.

Development Alternatives, Inc. est l'un des contractants du gouvernement US les plus importants au monde. La DIA a actuellement un contrat de 50 millions de dollars en Afghanistan. En Amérique Latine, elle opère en Bolivie, au Brésil, en Colombie, à Cuba, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Pérou, à la République Dominicaine et au Venezuela.

Cette année, le budget de la DAI au Venezuela s'approche des 15 millions de dollars et son programme est orienté vers le renforcement des candidats et des campagnes d'opposition pour les élections législatives de 2010. Le Président Chávez a aussi

dénoncé il y a deux semaines la détection d'un avion drone sur le territoire vénézuélien, en confirmant qu'il était de "technologie américaine".

[NDT : pour plus de détail sur la DAI au Venezuela voir « [Un agent de la DAI a été capturé à Cuba en décembre dernier](#) »]

Source : [Agentes de la CIA muertos en Afganistán trabajaban para empresa en Venezuela y Cuba](#)]

Traduction : Primitivi

<http://www.primitivi.org/spip.php?article156>

Un Agent de La DAI A été Capturé à Cuba En Décembre Dernier

par Eva Golinger

lundi 4 janvier 2010, par [Primitivi](#)

Un article publié le samedi 12 décembre de 2009 dans le New York Times* a révélé qu'un entrepreneur du gouvernement des États-Unis a été arrêté à la Havane le 5 décembre dernier alors qu'il distribuait des téléphones portables, des ordinateurs et d'autres équipements de communication à des dissidents cubains et à des groupes contre-révolutionnaires qui travaillent pour promouvoir la politique nord-américaine sur l'île caribéenne. Le fonctionnaire, dont le nom n'a été pas encore rendu public, travaille pour l'entreprise américaine Development Alternatives, Inc. (DAI), l'une des grands entreprises du Département d'État, du Pentagone et de l'Agence Internationale du Développement des États-Unis (USAID).

*<http://www.nytimes.com/2009/12/12/w...>

L'an passé, le Congrès des États-Unis a approuvé un budget de 40 millions de dollars



pour « provoquer la transition vers la démocratie » à Cuba. Le contrat principal a été octroyé à la DAI, le « Cuba Democracy and Contingency Planning Program » (Démocratie de Cuba et planning du Programme de Contingence) qui en plus autorise l'emploi de sous-traitants supervisés par l'entreprise DAI. L'usage d'une chaîne d'organismes est un mécanisme que la CIA emploie pour canaliser et

filtrer des fonds et un appui politique et stratégique aux groupes et aux personnes qui soutiennent la politique extérieure US. Le prétexte « de la promotion de la démocratie » est une forme moderne de la tactique de subversion de la CIA, qui cherche à infiltrer et pénétrer dans des groupes de la société civile et fournir le

financement pour encourager « le changement de régime » dans des nations stratégiquement importantes, comme le Venezuela, dont les gouvernements ne veulent pas céder à la domination américaine.

LA DAI AU VENEZUELA

En juin 2002 la DAI et l'USAID ont signé un contrat de plusieurs millions de dollars, juste deux mois après l'échec du coup d'État contre le président Hugo Chávez. Avant cette date, l'USAID ne travaillait pas au Venezuela, elle n'y avait pas non plus un quelconque bureau. La DAI a été chargée d'ouvrir au Venezuela le Bureau pour les Initiatives vers une Transition (OTI), une branche spécialisée de l'USAID chargée de gérer d'importants fonds en liquide destiné à des organisations favorables aux intérêts de Washington dans des pays stratégiquement importants qui subissent une crise politique.

Le premier contrat entre l'USAID et la DAI pour ses opérations au Venezuela autorisait l'usage de 10 millions de dollars sur une période de deux ans. La DAI a ouvert ses portes dans le secteur financier de Caracas, El Rosal, en août 2002, et a immédiatement commencé à financer les mêmes groupes qui à peine quelques mois auparavant avaient exécuté - sans succès - le coup d'État contre le président Chávez.

Les fonds de l'USAID/DAI au Venezuela ont été distribués durant cette première année à des organisations comme la Fedecámaras et la Confédération des Travailleurs Vénézuéliens (CTV), deux des principaux groupes qui ont exécuté la tentative de putsch en avril 2002 et qui ont un peu plus tard on été à la tête d'un sabotage économique et des grèves du secteur pétrolier qui ont miné l'économie du pays. Un contrat entre la DAI et ces organisations, datant de décembre 2002, offrait plus de 10 000 dollars pour aider à concevoir une propagande radio-télévisuelle contre le président Chávez. Durant cette période, le Venezuela a éprouvé une des guerres médiatiques les plus vicieuses de l'histoire. Télévisions et radios privées conjointement avec la presse écrite ont consacré leur antenne 24h24 durant 64 jours à une propagande anti-gouvernementale.

En février 2003, la DAI a commencé à financer à un groupe récemment créé de nom Súmate, dirigé par Maria Corina Machado, une des signataires du « Décret Carmona », le fameux décret qui a dissous toutes les institutions démocratiques du Venezuela - l'Assemblée Nationale, le pouvoir Exécutif et la Cour suprême de Justice, ect. - pendant toute la durée du bref coup d'État d'avril 2002. Súmate devint bientôt la principale organisation d'opposition dirigeant les campagnes contre le président Chávez, y compris le référendum révocatoire d'août 2004. Les trois principaux organismes à la solde de Washington qui opéraient à ce moment au Venezuela, l'USAID, DAI et le National Endowment for Democracy (NED), ont investi plus de 9 millions de dollars dans la campagne de l'opposition au président durant ce référendum, sans succès.

L'USAID, qui maintient encore aujourd'hui sa présence au Venezuela à travers l'OTI et la DAI, avait initialement annoncé un séjour de deux ans maximum sur le territoire vénézuélien. Ronald Ulrich, le chef de l'OTI au Venezuela à l'époque, a publiquement affirmé cette notion en mars 2004 « *Ce programme se sera terminé dans deux ans, comme cela se passe avec des initiatives similaires dans d'autres pays, le bureau sera fermé à la fin de cette période* ». Techniquement, l'OTI est l'équipe de réponse

rapide de l'USAID, dotée d'une masse importante de fonds en liquide et de personnel spécialisé capable de « résoudre une crise » dans un sens favorable à Washington.

Dans le document établissant les opérations de l'OTI au Venezuela, les intentions des créateurs de ce bureau sont claires, « Ces derniers mois, sa popularité a décliné et les tensions politiques ont dramatiquement augmenté, puisque le président Chávez a mis en pratique plusieurs réformes controversées... La situation actuelle appelle fortement à une participation rapide du gouvernement des États-Unis... »

Jusqu'à aujourd'hui, l'OTI est toujours au Venezuela, avec la DAI comme principal contractant. Mais maintenant, elle partage les millions de l'USAID au Caracas avec quatre autres entités : l'Institut Républicain International (IRI) de Mc Cain, l'Institut National Démocrate (NDI) - fondation dirigée par Madelein Allbright qui dispense également ses services en Europe de l'Est et en Asie -, la Freedom House - financée en partie par l'IRI -, et le Fond de Développement PanAméricain (PADF). Des 64 groupes qu'il finançait en 2002/2004 avec environ 5 millions de dollars par an, aujourd'hui l'OTI finance plus de 533 organisations, partis politiques, programmes et projets, principalement dans l'opposition avec un budget supérieur à 7 millions de dollars par an. Sa présence ne s'est pas seulement maintenue dans le pays, mais elle s'est également accrue. Cela découle évidemment d'une raison très simple : ils n'ont pas encore atteint leur objectif original qui est de renverser le gouvernement de Hugo Chávez.

DEVELOPMENT ALTERNATIVES INC., FAUX NEZ DE LA CIA

Maintenant cet organisme de la déstabilisation apparaît en Cuba, avec des fonds de plusieurs millions destinés à la destruction de la Révolution Cubaine. L'ancien fonctionnaire de la CIA, Phillip Agee, affirme que la DAI, tout comme l'USAID et le NED « *Sont des instruments de l'ambassade des États-Unis et derrière ces trois organisations on trouve la CIA* ». En fait, le contrat de l'USAID avec la DAI au Venezuela disait spécifiquement que « *Le représentant local maintiendra une collaboration étroite avec les fonctionnaires de l'ambassade pour identifier des occasions, pour sélectionner des collaborateurs et pour garantir que le programme maintient sa cohérence avec la politique extérieure des États-Unis* ». Il n'y a aucun doute sur son travail de recrutement d'agents au service des intérêts de Washington, ni que sa présence et ses activités sont coordonnées directement par l'ambassade des États-Unis.

L'arrestation du fonctionnaire de la DAI est un pas très important pour freiner les actions de déstabilisation dirigées par Washington à Cuba. *Cela confirme aussi qu'il n'y a eu aucun changement avec l'administration de Barack Obama en ce qui concerne la politique de Washington contre Cuba* - ils continuent d'employer et d'utiliser les mêmes tactiques d'espionnage, d'infiltration et de subversion comme les années précédentes.

LE VENEZUELA DOIT AUSSI EXPULSER LA DAI DU PAYS

Maintenant que Cuba a mis à jour le travail de renseignement (recrutement d'agents, infiltration dans les groupes politiques et pour provoquer la déstabilisation - ce sont des activités d'intelligence) que la DAI réalisait dans l'île caribéenne, le gouvernement du Venezuela doit répondre d'une manière ferme pour expulser de son pays cette

grave menace interne qui pendant sept ans et demi a nourrie avec plus de 50 millions de dollars la déstabilisation et l'opposition interne.

Ce n'est pas pour commenter plus encore le fait qu'aux États-Unis il y a cinq citoyens cubains emprisonné pour des actes supposés d'espionnage, bien que leurs actions n'attentassent pas aux intérêts américains. [NDT : voir [« Cinq de Miami : lettre du mois au Président Obama »](#) sur le grandsoir]

A contrario, le fonctionnaire détenu de la DAI - faux nez de la CIA - lui attentait aux intérêts de Cuba, provoquait la déstabilisation interne et distribuait - d'une manière illégale - du matériel et des fonds issues de Washington destinés à nourrir un conflit qui provoquerait « une transition politique » favorable à la politique des États-Unis.

Development Alternatives, Inc. est l'une des plus grands entreprise au monde au service direct de Washington. Elle a actuellement un contrat de 50 millions de dollars en Afghanistan. En Amérique Latine, elle opère en Bolivie, au Brésil, en Colombie, à Cuba, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Pérou, dans la République Dominicaine et au Venezuela.

Eva Golinger

Source : TeleSur [Agente de la CIA capturado en Cuba](#)

Traduction : Primitivi

Eva Golinger

Avocate formée à New York, elle s'est spécialisée en droits de l'homme internationaux et a quitté la métropole yankee pour s'installer dans la Venezuela qu'elle ne cesse de défendre avec passion.

Son premier livre, « Le code Chavez », qui déchiffre l'intervention des États-Unis dans cette nation sud-américaine, a été qualifié par l'ex vice-président José Vicente Rangel, de « rappel hallucinant de ce que le Venezuela a vécu de 2001 à 2003 ».

Son œuvre la plus récente, « Bush contre Chávez : La guerre de Washington contre le Venezuela », documente l'escalade constante des attaques impériales contre la Révolution bolivarienne.

Elle affronte sans sourciller, indistinctement, la CIA, le Pentagone, la NED, RSF, la USAID, la mafia vénézuélienne de Miami ou le paramilitarisme colombien, avec la fougue du procureur qui affronte le tribunal avec des preuves irréfutables dans son dossier.

Depuis Caracas, l'avocate et chercheuse vénézuélienne-nord-américaine Eva Golinger répond à nos questions :